



Concertation **citoyenne** **Le jour d'après**

Les 30 propositions
des 66 parlementaires



Santé
Sobriété
Solidarité
Souveraineté

Le jour d'après

lejourdapres.parlement-ouvert.fr

Les 30 propositions du jour d'après

Avec la crise liée au Covid 19, en quelques semaines, nous vivons un bouleversement sans précédent. Plus de la moitié de l'humanité a été forcée de se confiner. Les vols internationaux ont été arrêtés et les frontières se sont refermées les unes après les autres, ce que personne n'aurait pu imaginer quelques semaines plus tôt.

L'économie mondiale semble à l'arrêt. Même si les gouvernements ont pris des mesures résolues pour soutenir l'activité des entreprises, notamment en France avec les mesures de chômage partiel, la plupart des analystes pensent désormais que la crise aura des conséquences à la fois profondes et durables sur l'augmentation du chômage, de la pauvreté, et sur l'état sanitaire de la population.

Passé l'effet de sidération, nous avons voulu nous saisir de ce prodigieux ralentissement pour en faire une occasion de penser le jour d'après. Nous avons estimé qu'il était de notre responsabilité de le penser collectivement.

Les 8 700 contributions que nous avons reçues en un mois sur la plateforme « Le Jour d'après », venant de plus de 26 000 citoyens, mais aussi de syndicats, d'associations, de collectifs de tous ordres ; les 22 ateliers, qui ont été organisés sur les thèmes les plus variés, prouvent qu'il existe un immense désir de penser le monde que nous voulons. **Car nous voulons que le jour d'après soit différent du monde d'avant : plus juste, plus solidaire, plus respectueux de l'environnement, plus démocratique.**

Les 30 propositions de la plateforme s'articulent autour des "4 S" du Jour d'Après :

1. santé ; 2. sobriété ; 3. solidarité ; 4. souveraineté.

1. Santé

Cette pandémie n'était pas imprévisible. Comme nombre de maladies émergentes récentes (Sida, Sras, grippe aviaire), l'épidémie actuelle appartient au groupe des zoonoses, c'est-à-dire des maladies qui franchissent la barrière des espèces. La destruction alarmante des milieux naturels est la principale raison de la multiplication de ces zoonoses.

Il faut renforcer notre système de santé pour faire face à des pandémies et améliorer ses capacités, sa gouvernance, son attractivité de façon structurelles.

Médecins, infirmiers, aides-soignants, l'ensemble des personnels de santé nous alertent depuis longtemps sur les difficultés du système de santé, et en particulier de l'hôpital. Ils ont été admirables.

Nous proposons de mieux financer l'hôpital et de lui donner la primauté. La médecine de ville doit être mieux régulée, afin qu'elle puisse intervenir rapidement et de la façon la plus efficace possible, aux côtés des hôpitaux, lors des grandes crises sanitaires. Lors d'une crise sanitaire aiguë, la possibilité, pour les praticiens libéraux, d'exercer de façon coordonnée, ne doit plus être laissée à leur libre appréciation, mais encadrée par les autorités de santé. Le développement de la téléconsultation, et plus largement la télémédecine, constitue une innovation indispensable pour l'avenir. Enfin, la recherche en santé doit être puissamment soutenue.

Il est temps, aussi, de donner aux EHPAD et aux services d'aide à domicile les moyens dont ils ont besoin. Il est temps de reconnaître à leur juste valeur ces métiers essentiellement féminins, souvent précaires, toujours usants. Cela doit être une des avancées sociales majeures du quinquennat. Nous devons changer d'approche, pour passer de l'assurance maladie à l'assurance santé.

2. Sobriété

Cette grande consultation nous a conforté dans notre détermination à peser de tout notre poids pour accélérer la transition écologique et énergétique, vers une société plus sobre et décarbonée.

Une urgence ne doit pas en cacher une autre. La catastrophe écologique est désormais largement documentée. Les canicules, sécheresses, inondations se multiplieront si rien n'est fait dans les prochaines années. Or, cette crise peut malheureusement, consolider puissamment les tendances existantes. C'est ce que nous constatons déjà lorsque certains dirigeants, certains lobbys, envisagent de démanteler des normes environnementales et d'exploiter plus durement encore la nature, croyant ainsi favoriser le redémarrage de l'économie.

C'est à nous d'agir pour le climat soit placé au cœur des plans de relance. Comme le Haut Conseil pour le Climat, nous croyons qu'il faut absolument éviter de reproduire les erreurs du plan de relance de 2008. Nous voulons faire de ces plans de transformation de puissants leviers pour la transformation écologique de notre société.

Cela passera par la fin des subventions accordées aux énergies fossiles, par un soutien vigoureux aux mobilités décarbonées, par un plan massif de rénovation énergétique des logements et des bâtiments, publics et privés, par la promotion du télétravail, par la reconstruction des villes sur elles-mêmes, par de nouveaux modes de consommation, par une transformation profonde de notre modèle agricole, pour qu'il devienne plus respectueux de l'environnement et qu'il rapproche le producteur du consommateur.

3. Solidarité

La crise a aussi fait naître d'innombrables élans de générosité et de nombreux actes de solidarité. Nos concitoyens souhaitent vivre dans une société plus solidaire. La crise sociale qui vient sera probablement difficile pour les plus précaires d'entre nous : nous devons dès aujourd'hui anticiper ces chocs sociaux.

Le gouvernement a pris des mesures fortes pour y parer, que ce soit en soutenant les associations d'aide alimentaire ou en versant une aide exceptionnelle aux jeunes les plus défavorisés. De nombreux contributeurs ont plaidé, durant cette consultation, pour la création d'un revenu universel. La création d'un revenu universel pour que les jeunes ne soient plus exclus des minima sociaux est, dans les circonstances actuelles, plus nécessaire que jamais. Chacun sait en effet que les jeunes avaient fait partie des premières victimes de la crise de 2008. Ils avaient le plus souffert de l'augmentation de la pauvreté.

Enfin, les femmes ne doivent pas être les grandes absentes du jour d'après. Elles ont été en première ligne, dans les hôpitaux, dans les supermarchés, dans les foyers. Les salaires des professions les plus féminisées doivent être revalorisés. Un congé parentalité plus équilibré entre les femmes et les hommes constituerait une avancée sociale majeure et attendue.

4. Souveraineté

Durant les premières semaines de la crise, la plupart d'entre nous ont découvert dans quelle dépendance nous nous étions placés en considérant que la production de médicaments et d'équipements de santé, en France et en Europe, ne revêtait pas un caractère stratégique.

Cela appelle une réflexion sur ce qu'est encore la souveraineté, qui n'est en définitive que la liberté de se choisir un avenir commun, dans un monde où la chaîne de valeur est à ce point fragmentée. Cette souveraineté est médicale, mais aussi alimentaire. Il faut relocaliser certaines activités, notamment la production d'équipements de protection pour les soignants. La crise a aussi révélé un profond désir de retrouver le sens des lieux : nous proposons de renforcer puissamment les projets agricoles territoriaux. Cette souveraineté est économique territoriale en donnant aux collectivités la capacité de mener leurs projets de transition environnementale et en relocalisant une partie de l'activité. Elle est européenne, en favorisant l'autonomie en matière énergétique par la mise en place du "Green Deal". Pour

cela, l'Europe doit se doter de nouvelles ressources. Une réflexion sur la levée de la règle de l'unanimité doit être engagée pour dépasser les blocages actuels.

Nous pensons qu'il faut trouver de nouvelles ressources budgétaires en taxant les transactions financières, créant un impôt exceptionnel et ponctuel sur le patrimoine, ainsi qu'une réforme de la fiscalité sur le revenu pour la rendre réellement progressive. Enfin, nous pensons que nous devons créer un nouveau contrat social en ouvrant nos institutions à des citoyens tirés au sort, à l'image de la Convention citoyenne pour le climat. Nous croyons, en effet, que la réponse à la crise ne passe pas par moins de délibération et de débat, par moins de démocratie, mais par un approfondissement de notre démocratie et l'intelligence collective

Représentants de la Nation, nous ferons tout ce qui est en notre capacité pour que cette parole citoyenne soit portée, entendue et se traduise par des victoires. Nous nous y engageons.

30 propositions pour le jour d'après

1. Santé

1. **Faire de l'hôpital une priorité nationale**, en réduisant la part de la tarification à l'acte dans le budget des hôpitaux, en renforçant les équipes de soin, en redéfinissant la gouvernance des hôpitaux et en prônant un moratoire sur la suppression des lits d'hôpitaux afin que l'hôpital cesse de fonctionner à flux tendu.
2. **Reconnaître les soignant.es, en commençant par une revalorisation de 200 €/mois**, dans le cadre d'un grand dialogue social sur leurs rémunérations, leurs carrières et leurs conditions de travail. Les aides à domicile, les aides-soignantes, les infirmier.es, et les agents hospitaliers de catégorie B et C - professions à forte représentation féminine – sont essentiels à notre système de soins, il leur faut désormais une reconnaissance statutaire.
3. **Ouvrir 200 000 postes supplémentaires en 3 ans** dans les EHPAD et les services d'aide à domicile pour mieux accompagner les personnes dépendantes
4. **Prévenir plutôt que guérir, en incitant les changements alimentaires des Français, ainsi que l'activité physique et en créant des pôles de santé environnementale** qui pourront être à l'initiative d'Etats généraux de la santé environnementale.
5. **Garantir notre sécurité sanitaire** en réinvestissant dans la recherche scientifique et médicale, en relocalisant la production de matériel médical en France et en Europe, et en créant un établissement public stratégique pour gérer les pandémies.

2. Sobriété

6. **Encourager le télétravail partiel pour limiter l'empreinte carbone des trajets domicile-lieu de travail**, partout où c'est possible, tout en l'encadrant mieux pour éviter de nouvelles aliénations
7. Entreprendre la **révolution des mobilités décarbonées et du vélo**, tout en arrêtant de **subventionner les énergies fossiles** et en **taxant les véhicules individuels** les plus lourds et les plus polluants
8. Reconstruire la ville sur la ville, grâce à un grand **plan de rénovation énergétique des logements** et des bâtiments, publics et privés

9. **Taxer les emballages inutiles et non recyclables**, consigner le verre et mettre en place un **plan « zéro plastique »**
10. Intégrer les **enjeux environnementaux à tous les niveaux d'éducation**, de la maternelle aux concours de l'enseignement supérieur
11. Passer de l'intempérance à **la sobriété et à l'éthique du numérique**, à travers notamment une **Charte constitutionnelle du numérique**
12. Mieux **encadrer la publicité dans l'espace public**
13. **Accompagner les entreprises dans cette transformation** par des dispositifs d'incitations fiscales, de commande publique et des sources d'investissements fléchées vers la transition environnementale.
14. Ouvrir un processus de **redéfinition complète de la politique commerciale européenne** pour adapter les accords de libres échanges aux exigences environnementales et au respect des droits humains.

3. **Solidarité**

15. Aller vers un **revenu universel**, en commençant par élargir le RSA aux 18-25 ans pour que les jeunes ne soient plus exclus des minimas sociaux. Construire une protection sociale adaptée pour les travailleurs indépendants et les travailleurs des plateformes.
16. **Accentuer l'égalité professionnelle et l'inclusion dans l'emploi** et en y associant plus étroitement les entreprises, et en garantissant un droit à la formation grâce à une **allocation universelle de formation**
17. Créer un **fonds « zéro-expulsion »** pour éviter les expulsions locatives et compléter le **plan de lutte contre la pauvreté** par des aides à l'investissement pour les collectivités et pour les associations
18. Créer un **impôt sur le patrimoine exceptionnel** afin de financer le plan de transformation et **revoir l'impôt sur revenu** pour le rendre réellement progressif.
19. Favoriser **l'apprentissage de l'engagement citoyen à l'école** et renforcer l'éducation contre **toutes les discriminations**
20. Renforcer les moyens budgétaires dédiés à **l'égalité femmes-hommes** : budgétisation sensible au genre et plan d'investissement dans la lutte contre les violences faites aux femmes, l'éducation à l'égalité et à la sexualité.
21. Réformer le **congé parentalité pour le rendre plus égalitaire**

22. **Favoriser la solidarité internationale et européenne** en soutenant l'aide publique au développement (objectif 0,7 points de RNB).

4. Souveraineté

23. Renforcer à hauteur de **10 milliards d'euros en trois ans l'investissement des collectivités territoriales dans la transition écologique**, la protection de l'eau, et la protection de la biodiversité.
24. Mettre fin à **l'accaparement des terres et l'artificialisation des sols**.
25. Soutenir massivement le **développement de projets alimentaires territoriaux**, pour une agriculture locale, de qualité et en circuit court, incluant la permaculture en milieu urbain
26. Assurer une participation citoyenne effective, en **multipliant les expérimentations autour du tirage au sort** et les initiatives de **budget participatif**, tant au niveau local qu'au niveau national
27. Empêcher que les intérêts privés ne mettent en péril l'intérêt général: renforcer la **régulation des lobbies** ; mettre en place une véritable éducation aux **fausses informations**
28. **Mettre en place un véritable « Green Deal » européen** financé par un budget européen plus solidaire (abondé par une taxe sur les transactions financières, un mécanisme de compensation carbone aux frontières de l'Europe et une taxe sur les géants du numérique) au service des territoires.
29. **Mettre en place un "Buy European Act"** et un devoir de vigilance pour assurer l'autonomie stratégique de l'Europe en matière économique et industrielle et le respect des droits sociaux et environnementaux en Europe et ailleurs sur la planète
30. Permettre la création de véritables ressources propres au niveau européen **en levant la règle de décision à l'unanimité**

Les chiffres clés du jour d'après



8 700 contributions déposées



+ 108 811 votes et soutiens



+ 26 000 inscrits



23 ateliers en ligne organisés



44% de femmes intervenantes



+2 700 participants



+ 7 250 visionnages en ligne

Les 66 parlementaires signataires de l'appel

Alauzet Eric (25) • Anato Patrice (93) • Atger Stéphanie (91) • Bagarry Delphine (04) • Balanant Erwan (29) • Baichère Didier (78) • Barbier Frédéric (25) • Bouillon Christophe (76) • Bournazel Pierre-Yves (75) • Cariou Emilie (55) • Chapelier Annie (30) • Chiche Guillaume (79) • Claireaux Stéphane (97500) • Clément Jeaa-Michel (86) • Dantec Ronan (44) • de Courson Yolaine (21) • de Temmerman Jennifer (59) • Do Stéphanie (77) • Dumas Frédérique (92) • Dupont Stella (49) • Durand Pascal (Député européen) • Forteza Paula (FDE) • Gaillot Albane (94) • Garot Guillaume (53) • Granjus Florence (78) • Hammouche Brahim (57) • Janvier Caroline (45) • Josso Sandrine (44) • Julien-Laferrière Hubert (69) • Kerlogot Yann (22) • Khedher Anissa (69) • Kuric Aina (51) • Laabid Mustapha (35) • Labbé Joel (56) • Lazaar Fiona (95) • Lambert François-Michel (13) • Le Feu Sandrine (29) • Maquet Jacqueline (62) • Meynier-Millefert Marjolaine (38) • Molac Paul (56) • Muschotti Cécile (83) • Orphelin Matthieu (49) • Pancher Bertrand (55) • Park Zivka (95) • Pételle Bénédicte (92) • Petit Valérie (59) • Pompili Barbara (80) • Potier Dominique (54) • Provendier Florence (92) • Pueyo Joaquim (61) • Racon-Bouzon Cathy (13) • Raphan Pierre-Alain (91) • Rilhac Cécile (95); Rossi Laurianne (92); Rudigoz Thomas (69) ; Sarles Nathalie (42); Sage Maina (987); Sommer Denis (25); Taché Aurélien (95) • Toutut-Picard Elisabeth (31) • Touraine Jean-Louis (69) • Thillaye Sabine (37) • Tuffnell Frédérique (17) • Untermaier Cécile (71) • Villani Cédric (91) • Wonner Martine (67)

Ils ont participé à la consultation du Jour d'après

Véronique Andrieux (directrice générale du WWF France) • **Jacques Attali** (écrivain et économiste) • **Laurent Berger** (secrétaire général de la CFDT) • **Loïc Blondiaux** (professeur de science politique à la Sorbonne) • **Gilles Bonnefond** (président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine) • **Dominique Bourg** (philosophe) • **Mathilde Bras** (Fondation Internet Nouvelle Génération) • **Pascal Brice** (ancien directeur de l'OFPPRA) • **Mathilde Brocquet-Courboillet** (Génération Libre) • **Véronique Champel-Desplats** (professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre) • **André Cicoella** (président du Réseau Environnement Santé) • **Matthieu Dardaillon** (fondateur de Ticket for Change) • **Adrian Deboutiere** (Institut national de l'économie circulaire) • **Cécile Dupré La Tour** (co-fondatrice de Start Up de Territoire) • **Arnaud Gauffier** (WWF France) • **Hervé Gbebo** (ordre des experts comptables de Paris) • **Jean-Luc Gleyze** (président du conseil départemental de la Gironde) • **Jean-François Guégan** (directeur de recherche INRAE/IRD) • **Thibaut Guilluy** (haut-commissaire à l'Inclusion dans l'emploi et à l'Engagement des entreprises) • **André Grimaldi** (professeur au CHU de la Pitié-Salpêtrière) • **Ghada Hatem** (gynécologue fondatrice de la Maison des femmes de Saint-Denis) • **Claire Hédon** (présidente de ATD Quart Monde) • **Angéline Lamy** (fondation Accenture France) • **Hélène Landemore** (professeure en sciences politiques à l'université de Yale) • **Noam Leandri** (président de l'observatoire des inégalités) • **Françoise Milewski** (économiste à l'OFCE) • **Alexandre Rambaud** (maître de conférences à AgroParisTech) • **Judith Rochfeld** (professeure de droit privé à la Sorbonne) • **Christophe Robert** (délégué général de la Fondation Abbé Pierre) • **Carine Rolland** (Médecin du Monde) • **Rémy Rioux** (Directeur de l'Agence Française de Développement) • **Eric Soubeiran** (directeur nature de Danone) • **Catherine Sabbah** (déléguée générale de l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement) ; **Sébastien Soriano** (président de l'ARCEP) • **Pierre Souvet** (président de l'Association Santé Environnement France) • **François Taddei** (chercheur en génétique moléculaire et éducation) • **Salwa Toko** (présidente du Conseil National du Numérique) • **Lionel Tordeux** (inspecteur au ministère de l'éducation nationale) • **Laurence Tubiana** (directrice générale de la European Climate Foundation) • **Jean Viard** (sociologue) • **Gwenaél Vourc'h** (directrice de recherche INRAE)



Le jour d'après

Contacts

Paula Forteza, députée paula.forteza@assemblee-nationale.fr

Matthieu Orphelin, député
Matthieu.orphelin@assemblee-nationale.fr

Aurélien Taché, député
Aurelien.tache@assemblee-nationale.fr